

# Proposition de paix globale de l'Iran aux États-Unis

## Partage international n° 451 - Mars 2026

par Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares

Le 9 février 2026, le professeur Jeffrey Sachs et Sybil Fares posaient la question de savoir si les États-Unis allaient saisir le rameau d'olivier que leur tendait l'Iran. Maintenant que nous sommes sur le point de publier le numéro de mars de *Partage international*, le monde entier connaît hélas la funeste réponse à cette question.

Article du 9 février 2026 paru sur le site « [Common Dreams](#) » (Rêves communs)

*Le Moyen-Orient se trouve à la croisée des chemins entre une guerre sans fin et une paix globale. Un cadre pour la paix existe bel et bien. Les États-Unis sauront-ils enfin s'en saisir ?*

L'histoire offre parfois des moments où la vérité sur un conflit est énoncée de manière si claire qu'il devient impossible de l'ignorer. Le discours prononcé le 7 février par le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi à Doha, au Qatar ([transcription disponible ici](#)), devrait être l'un de ces moments. Ses remarques importantes et constructives ont répondu à l'appel des États-Unis en faveur de négociations globales, et il a présenté une proposition solide pour la paix au Moyen-Orient.

La semaine dernière, le secrétaire d'État américain [Marco Rubio](#) a appelé à des négociations globales : « *Si les Iraniens veulent nous rencontrer, nous y sommes prêts.* » Il a proposé que les discussions portent sur la question nucléaire, les capacités militaires de l'Iran et son soutien aux groupes armés dans la région. À première vue, cette proposition semble être sérieuse et constructive. Les crises sécuritaires au Moyen-Orient sont interdépendantes, et une diplomatie qui isolerait les questions nucléaires d'une dynamique régionale plus large aurait peu de chances de perdurer.

Le 7 février dernier, le ministre iranien des Affaires étrangères, A. Araghchi, a répondu à la proposition

américaine d'une paix globale. Dans son discours au Forum Al Jazeera, il a abordé la cause profonde de l'instabilité régionale : « *La Palestine [...] est l'enjeu déterminant de la justice au Moyen-Orient et au-delà* », et il a proposé une voie à suivre.



Abbas Araghchi (Photograph : Mohammad Hassanzadeth, Wikimedia Commons)

La déclaration du ministre des Affaires étrangères est exacte. L'incapacité à résoudre la question de l'État palestinien a en effet alimenté tous les conflits régionaux majeurs depuis 1948. Les guerres israélo-arabes, la montée de l'activisme anti-israélien, la polarisation régionale et les cycles répétés de violence, découlent tous de l'échec de la création d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël. Gaza représente le chapitre le plus dévastateur de ce conflit, où l'occupation brutale de la Palestine par Israël a été suivie par l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, puis par le génocide perpétré par Israël contre la population de Gaza.

Dans son discours, A. Araghchi a condamné le projet expansionniste d'Israël « *mené sous le prétexte de la sécurité* ». Il a mis en garde contre l'annexion de la Cisjordanie, que les responsables du gouvernement israélien et le ministre de la Sécurité nationale Itama Ben Gvir ne cessent de réclamer, et pour laquelle la Knesset a déjà adopté une motion.

A. Araghchi a également souligné une autre dimension fondamentale de la stratégie israélienne, à

savoir la recherche d'une suprématie militaire permanente dans toute la région. Il a affirmé que le projet expansionniste d'Israël exige que « *les pays voisins soient affaiblis - militairement, technologiquement, économiquement et socialement - afin que le régime israélien conserve définitivement l'avantage* ». Il s'agit en effet de la doctrine « Clean Break » du Premier ministre B. Netanyahu, qui remonte à trente ans. Elle a été ardemment soutenue par les États-Unis à travers une aide militaire de 100 milliards de dollars accordée à Israël depuis 2000, une couverture diplomatique à l'Onu via des vétos répétés et le rejet constant par les États-Unis des mesures de responsabilisation pour les violations du droit international humanitaire commises par Israël.

L'impunité d'Israël a déstabilisé la région, alimentant la course aux armements, les guerres par procuration et les cycles de vengeance. Elle a également érodé ce qui reste de l'ordre juridique international. L'abus du droit international par les États-Unis et Israël, alors qu'une grande partie de l'Europe reste silencieuse, a gravement affaibli la Charte des Nations unies, laissant l'Onu au bord de l'effondrement.

Dans les conclusions de son discours, il a proposé aux États-Unis une solution politique et une voie à suivre. « *La voie de la stabilité est claire : justice pour la Palestine, responsabilité pour les crimes commis, fin de l'occupation et de l'apartheid, et un ordre régional fondé sur la souveraineté, l'égalité et la coopération. Si le monde veut la paix, il doit cesser de récompenser l'agression. Si le monde veut la stabilité, il doit cesser de soutenir l'expansionnisme.* »

Il s'agit là d'une réponse valable et constructive à l'appel de M. Rubio en faveur d'une diplomatie globale.

Ce cadre permettrait d'aborder toutes les dimensions interdépendantes du conflit dans la région. La fin de l'expansion et de l'occupation de la Palestine par Israël, ainsi que le retour d'Israël aux frontières du 4 juin 1967, mettraient un terme au financement et à l'armement par des puissances extérieures des groupes armés dans la région.

La création d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël renforcerait la sécurité d'Israël ainsi que celle de ses voisins. Un accord nucléaire renouvelé avec l'Iran, limitant strictement ce dernier à des activités pacifiques et assorti de la levée des sanctions américaines et européennes, constituerait un pilier essentiel de la stabilité dans la région. L'Iran avait déjà accepté un tel cadre nucléaire il y a

dix ans, dans le cadre du Plan d'action global conjoint (JCPOA) adopté par le Conseil de sécurité des Nations unies dans sa résolution 2231. Ce sont les États-Unis, sous le premier mandat de D. Trump, et non l'Iran, qui se sont retirés de cet accord.

Une paix globale reflète les fondements de la doctrine moderne de sécurité collective, y compris la Charte des Nations Unies elle-même. Une paix durable nécessite la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de garanties de sécurité égales pour tous les États.

La sécurité est la responsabilité partagée de tous les États de la région, et chacun d'entre eux est confronté à une obligation historique. Cette proposition de paix globale n'est pas nouvelle, elle est défendue depuis des décennies par l'Organisation de la coopération islamique, composée de 57 pays à majorité musulmane, et la Ligue des États arabes, composées de 22 pays. Depuis l'Initiative de paix arabe de 2002, tous ces pays ont approuvé, chaque année, le principe « *la terre contre la paix* ». Tous les grands États arabes et islamiques, alliés des États-Unis, ont joué un rôle crucial en facilitant le dernier cycle de négociations américano-iraniennes à Oman. En outre, l'Arabie saoudite a clairement rappelé aux États-Unis qu'elle ne normaliserait ses relations avec Israël qu'à la condition de la création d'un État palestinien.

Les États-Unis sont confrontés à un choix crucial. Veulent-ils réellement la paix ou préfèrent-ils suivre l'extrémisme israélien ? Pendant des décennies, les États-Unis ont aveuglément suivi les objectifs erronés d'Israël. Pressions politiques internes, puissants réseaux de lobbying, erreurs stratégiques et peut-être même un soupçon de chantage lié à l'affaire Epstein (qui sait ?) ont contribué à subordonner la diplomatie américaine aux ambitions d'Israël.

Cette soumission à Israël ne sert pas les intérêts américains. Elle a entraîné les États-Unis dans des guerres répétées, a sapé la confiance internationale dans la politique étrangère américaine et affaibli l'ordre juridique international que Washington lui-même a contribué à mettre en place après 1945. Une paix globale offre aux États-Unis une occasion rare de rectifier le tir. En négociant une paix régionale globale fondée sur le droit international, les États-Unis pourraient renouer avec une véritable diplomatie et contribuer à mettre en place une architecture de sécurité stable bénéfique à toutes les parties, y compris Israël et la Palestine.

Le Moyen-Orient se trouve à la croisée des chemins entre une guerre sans fin et une paix globale. Le

cadre nécessaire à la paix existe. Il requiert avant tout la reconnaissance d'un Etat palestinien, des garanties de sécurité pour Israël et le reste de la région, un accord nucléaire pacifique rétablissant l'accord de principe adopté par l'Onu il y a dix ans, la levée des sanctions économiques, l'application impartiale du droit international et une architecture diplomatique qui remplace la force militaire par la coopération en matière de sécurité. La communauté internationale devrait se rallier à un cadre global et saisir cette occasion historique de parvenir à une paix régionale.



*Négociations à propos du Programme Nucléaire Iranien, Lausanne, Suisse, 2 Avril 2025 (Photograph : United States Department of State, Wikimedia commons)*

<https://www.commondreams.org/opinion/comprehensive-peace-plan-middle-east>]

**Lieu :** Doha, Qatar

**Date des faits :** 9 février 2026 **Auteur :** Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares, Jeffrey D. Sachs : professeur de développement durable ainsi que de politiques de santé publique à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis). Sybil Fares : spécialiste en politiques Moyen-Orientales et de développement durable auprès du Réseau de solutions pour le développement durable de l'Onu.

**Sources :** Common Dreams

**Thématiques :** [politique](#)

**Rubrique :** [Divers](#) ()